

ÉDUCATION

Manque de professeurs : vers une nouvelle rentrée sous tension

Les résultats aux concours de recrutement s'améliorent, mais l'attractivité du métier d'enseignant continue de s'éroder. Le ministère se prépare à faire appel à nouveau à des contractuels en renfort à la rentrée, et Pap Ndiaye réfléchit à faire évoluer les modes d'embauche.

Du mieux, mais encore des lacunes. C'est, en résumé, la tonalité du bulletin de recrutement des professeurs pour la rentrée. La désaffection des étudiants pour les concours d'enseignants est moins marquée que l'an passé, mais de nombreux postes restent à pourvoir. Selon les chiffres publiés jeudi, plus de 3 100 postes restent à attribuer – 1 300 dans le 1^{er} degré, 1 850 dans le second – sur les 23 800 qui étaient ouverts dans le public.

■ Réussite aux concours en hausse

« Nous pouvons aborder la rentrée de manière plus sereine que l'an dernier », rassure néanmoins le ministère. Les résultats des concours 2023 permettent un meilleur taux de recrutement qu'en 2022. La situation est moins catastrophique qu'en septembre dernier mais les concours ne font pas le plein, avec des situations contrastées dans le primaire (maternelle et élémentaire) et le secondaire (collège et lycée), et en fonction des académies.

Dans le primaire, grâce à l'appel aux listes complémentaires, 26 académies sur 30 remplissent l'ensemble des postes ouverts au concours. En revanche, à Créteil, Versailles, Mayotte et en Guyane, il y a toujours moins d'admis que de postes ouverts, ce qui place la rentrée sous tension.

Dans le second degré, le nombre de candidats et d'admis a aussi progressé (le nombre de places n'ayant pas trouvé preneur affiche une baisse de 25 %), mais il reste 1 160 postes à prendre (82,4 % des postes sont pourvus).

Avec une situation hétérogène en fonction des disciplines. L'Éducation nationale n'a pas de problème pour recruter des professeurs d'Histoire-géographie, de philosophie ou encore de sciences et vie de la terre. En revanche, trouver des enseignants de maths, d'allemand, de lettres classiques et, nouveauté, d'espagnol est plus complexe.

■ Contractuels en renforts

L'an dernier, le ministère avait eu recours à des contractuels en catastrophe via des « jobs dating » assortis d'une formation de quatre jours avant de se retrouver en situation réelle devant les élèves. Cette année, il se prépare à faire à nouveau appel à ces remplaçants, avec « une anticipation des recrutements dès juin-juillet pour permettre un temps de préparation et de rentrée ». En vue de l'année



Les recrutements aux concours d'enseignants sont en hausse cette année. Photo Sipa/Syspro

2023-2024, le ministère prévoit « huit jours de formation en moyenne avant la rentrée dans le premier degré », sept jours en moyenne dans le second. Ensuite, après la prise de poste, sept jours pour le primaire et six pour le secondaire, ainsi que l'accompagnement par un tuteur.

■ Changement des modes de recrutement ?

Pap Ndiaye envisage de faire évoluer le recrutement, en commençant une admission à bac + 3 pour pallier la pénurie d'enseignants. Le principe, expliquait le ministre dans *Le Monde*, est de « placer le con-

coups de professeur des écoles à bac + 3 sans renoncer à la mastérisation » et proposer « après le concours, deux ans de formation renouvelée et rémunérée ». Le calendrier envisagé est fixé pour 2025. L'objectif est double : « élargir le vivier » des futurs professeurs car il y a davantage d'étudiants en licence qu'en master. C'est également, selon le ministère, une volonté de « promotion sociale ».

■ Et le Pacte ?

Le ministère mise sur le « Pacte » pour pallier les absences de courte durée de professeurs. Le principe : les en-

seignants seront rémunérés plus s'ils acceptent de faire des missions supplémentaires (remplacements, aide aux devoirs...). Le dispositif, présenté par l'exécutif en avril et rejeté par les syndicats, sera expérimenté à la rentrée.

Combien d'enseignants sont prêts à le signer ? Une première enquête du ministère tablait sur un tiers des professeurs. Les résultats d'une étude plus large sur le souhait des enseignants ne seront pas connus avant la mi-juillet, et ce n'est qu'à la rentrée que le nombre réel de volontaires pour le Pacte pourra être établi.

Élodie BÉCU

L'appel de la Défenseur des droits

Des professeurs en moins, ce sont aussi des élèves qui se retrouvent sans classe. La Défenseur des droits déplore un défaut d'anticipation des services académiques dans la prévision des effectifs et l'affectation de moyens adéquats qui a plongé des élèves et leurs familles dans un grand déarroi pendant des semaines. Claire Hédon s'était saisie, en septembre dernier, de la situation de nombreux élèves, de plusieurs académies, qui n'avaient pas pu effectuer leur rentrée au lycée en raison d'une absence ou d'un retard d'affectation.

« Augmenter le nombre d'enseignants »

Elle a rendu ses recommandations jeudi, au premier rang desquelles : « Anticiper et accorder les moyens humains, financiers et matériels nécessaires dans l'ensemble des filières générales, technologiques et professionnelles, notamment en augmentant le nombre d'enseignants, de divisions et de dotations horaires globales à hauteur des besoins et en s'assurant, avec les régions, de l'adéquation des infrastructures. »

QUESTIONS À

Emmanuel Séchet Secrétaire général adjoint du SNES-FSU, syndicat majoritaire dans le second degré

« On peut difficilement être optimiste »

« Le ministère se dit optimiste sur le recrutement des professeurs pour la rentrée à venir. Et vous ?

On peut difficilement être très optimiste quand on voit les chiffres des résultats aux concours. En fonction des disciplines, on voit qu'il va encore manquer un grand nombre de non-titulaires pour remplir tous les postes. La rentrée prochaine ne va pas bien se passer car c'est une situation qui va venir s'ajouter à l'existant.



Document remis

Comment expliquez-vous ces difficultés de recrutement et cette désaffection pour le métier d'enseignant ?

La principale cause est le niveau des rémunérations, l'absence de reconnaissance du métier. On fait partie des enseignants les plus mal payés de l'OCDE et pour des métiers qui sont de plus en plus difficiles. L'envie de partager une discipline pour laquelle on est devenu expert, qui est la principale motivation des enseignants du second degré, ne résiste pas à la baisse de la reconnaissance et à la faiblesse des rémunérations.

Comment pallier la pénurie ?

Elle est palliée là où c'est possible avec le recrutement de non-titulaires, c'est-à-dire de contractuels. Mais il peut y avoir des endroits où l'on se retrouve avec des heures qui ne sont pas du tout assurées. Sur le long terme, ça se règle aussi avec une adaptation de l'offre de formation. On ferme des sections, on supprime l'enseignement de la technologie en 6^e, non pas pour des raisons pédagogiques, mais juste parce que, depuis des années, on a organisé la pénurie de professeurs de technologie en arrêtant d'en recruter.

Comment se passe l'intégration des contractuels dans les établissements ?

Quand on le fait sans aucune préparation, aucun aménagement, accompagnement, ça ne peut pas bien se passer. Certains s'en sortent mais pour beaucoup c'est difficile, il y a énormément de démissions, de collègues qui ne s'en sortent pas et qui sont régulièrement arrêtés parce que malades, épuisés, etc. Ce qu'on constate, c'est qu'il n'y a pas sur le terrain les moyens de formation et d'accompagnement suffisants.

Propos recueillis par Cyrielle THEVENIN

Faut-il raccourcir les vacances d'été ? Les lecteurs sont partagés

Faut-il raccourcir les vacances d'été des élèves français ? La question, soulevée par le président Emmanuel Macron lors de son déplacement à Marseille il y a dix jours, a beaucoup fait réagir. Nous n'avons d'ailleurs jamais reçu autant de témoignages de lecteurs. Valérie fait partie de ceux qui sont d'accord, les vacances d'été sont trop longues : « Les enfants se languissent de retrouver les copains et les parents ne savent plus comment occuper ces longues et nombreuses journées », affirme-t-elle.

« Bien évidemment que les vacances sont trop longues », renchérit Frédéric, papa de deux adolescentes, de 14 et 17 ans. « On ne donne pas aux enfants le goût de l'effort et cela coûte une fortune aux parents de les faire garder, car tous n'ont pas la chance d'avoir des grands-parents pour les accueillir. On sent aussi un grand vide intellectuel à la rentrée et bonjour la culpabilité si vous ne leur donnez pas de cahiers de vacances à remplir. »

Un temps indispensable de repos

Un sentiment partagé par Michaël, père d'une fille de 9 ans et de jumelles de 5 ans. « Il faut à ma fille aînée quasiment deux mois pour retrouver le niveau », assure-t-il. Sophie, enseignante en école primaire, fait le même constat. « Je ne serais pas contre le fait de diminuer les vacances d'été de deux semaines, mais d'en rajouter une aux vacances de Noël, car les enfants sont très fati-



Entre ennui des enfants et temps de repos nécessaire, les lecteurs sont partagés sur la nécessité de raccourcir les vacances d'été. Ph. Sipa/F.S.

gués début janvier », ajoute-t-elle.

Mais c'est justement parce que les enfants sont fatigués que d'autres lecteurs ne veulent pas raccourcir les vacances d'été. « C'est indispensable pour attaquer l'année suivante », juge Clément. « Les enfants ont besoin de ces longues semaines de repos pour grandir sereinement », précise Hana, enseignante en maternelle, qui ajoute qu'« il est impossible pour les enfants de se concentrer pleinement sur les apprentissages avec les chaleurs de l'été. »

Un argument également avancé par Bérangère, qui rappelle que « beaucoup d'écoles ont des classes mal isolées et non climatisées, avec des températures beaucoup trop élevées pour permettre que les cours se déroulent dans de bonnes conditions ».

Réduire le nombre de semaines de vacances l'été aurait en outre des répercussions sur l'économie, redoute Yvette. « Qu'en est-il de tous les métiers liés au tourisme qui perdront tout le chiffre d'affaires qui était fait durant cette période ? », interroge-t-elle.

En profiter pour découvrir le monde du travail

Jérôme, lui, pointe le fait que les vacances de plus de deux mois ne concernent pas tous les élèves. « Cela n'aurait pas de sens pour les enfants de primaire et maternelle, qui arrêtent début juillet », abonde Évelyne. Nathalie propose que « beaucoup d'écoles et lycéens qui arrêtent les cours en juin » en profitent pour faire des stages pendant trois semaines. Cela leur permettrait de découvrir le monde du travail et différents mé-

tiers ». « Les semaines d'école sont trop chargées et manquent d'activités sportives, culturelles et surtout de découverte des métiers et de soi », juge Céline. « Ma fille a passé son bac cette année, mais sa connaissance du monde du travail se résume à cinq jours de stage en entreprise, en classe de 3^e. En réduisant le temps des vacances estivales, il serait possible de dégager du temps hebdomadaire pour combler ces lacunes du système scolaire et ainsi rendre les élèves mieux armés et investis dans leur avenir professionnel. »

S'inspirer du modèle allemand

Pour repenser le temps scolaire, nombre de lecteurs aimeraient que la France s'inspire du modèle allemand, que Romain a pu éprouver lors d'un voyage scolaire outre-Rhin lorsqu'il était en 4^e. « On démarrait les cours à 8 h, on avait une pause déjeuner de midi à 13 h et on finissait le collège à 14 h. La suite de la journée est dédiée à la découverte ou la pratique d'autres activités, comme le sport ou la musique. »

Un rythme « plus agréable », selon lui. Mais contrebalancé par une autre réalité, qui n'a rien à voir : « Plus tard, je me suis aussi aperçu que beaucoup de femmes allemandes étaient femmes au foyer. » Et Julie de conclure : « Il ne faut pas réduire les vacances scolaires, c'est l'ensemble du système scolaire qu'il faut repenser. »

Charlotte MURAT

TTE-GE1 02